



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 96

Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes

Présentation

Présenté par
M. Yvon Vallières
Ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries
et à l'Alimentation et au Développement régional

Éditeur officiel du Québec
1990

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes afin de permettre au gouvernement, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de consentir des garanties de prêts aux personnes exerçant des activités reliées à l'aquiculture commerciale ainsi qu'à la préparation, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche.

Il prévoit également les dispositions financières nécessaires à cette fin.

Projet de loi 96

Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 5 de la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes (L.R.Q., chapitre C-76) est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, de «à des personnes,» par «autres personnes, à des»;

2° par l'insertion, dans la sixième ligne et après le mot «construction» de ce qui suit: « , la transformation, ».

2. L'article 5.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne de ce qui suit: « , les personnes » par les mots « ou autres personnes ».

3. L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe *a* du premier alinéa de «personne, société ou » par «autre personne, une société, ou un».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 6, des suivants:

«**6.1** Le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, consentir des garanties de prêts aux conditions qu'il détermine à des pêcheurs ou autres personnes, à des sociétés ou organismes exerçant une activité reliée à l'aquiculture commerciale ou à la préparation, la transformation ou la commercialisation des produits de la pêche.

«**6.2** Le gouvernement détermine les modalités, conditions et délais de remboursement de ces garanties de prêts et peut adopter

les mesures de surveillance et d'administration qu'il juge nécessaires pour s'assurer que ces garanties de prêts seront utilisées aux fins pour lesquelles elles sont consenties. ».

5. L'article 7 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant :

[[« À compter de l'année financière 1990-1991, les avances et les prêts visés à l'article 5 ainsi que les garanties de prêts visées à l'article 6.1 sont pris à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence respectivement d'une somme de 10 000 000 \$ et de 4 000 000 \$ par année financière, et les garanties de prêts visées à l'article 5 sont prises à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence d'une somme qui, incluant le montant des avances et des prêts visés à l'article 5 et des garanties de prêts visées à l'article 6.1 consentis pour une année financière, n'excède pas 30 000 000 \$ par année financière. ».]]

6. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).